

COMBIEN D'OMIS DANS LE VAUCLUSE ?

Les combats que nous menons réclament un champ de bataille où se concrétiser. En d'autres termes, il faut qu'ils soient visibles, reconnus. Paradoxalement, l'expression la plus féroce du système capitaliste en Vaucluse reste largement occultée, et par défaut de champ de bataille, le combat n'a pas lieu. Dans de véritables enclaves coloniales, des hommes dénués de tous droits travaillent comme des brutes et vivent dans des conditions atroces. Ils sont, malgré quelques coups d'éclat vite étouffés, de plus en plus nombreux, et le système qui organise leur servage s'étend inexorablement. Certes, nous n'en sommes pas au "grand cancer" d'Almeria, de Huelva ou el Ejido. Mais nous savons, quand nous longeons des champs de serres fermés par des grillages, que nous suivons les limites d'espaces comparables à des camps. De l'autre côté, c'est un autre monde.

Le département voisin des Bouches-du-Rhône, lui, a défrayé plusieurs fois la chronique. D'abord par la grève de 250 saisonniers dans une mer de pêchers de plus de 1000 hectares appartenant à un de ces capitaines d'industrie dont s'énorgueillit l'histoire du capitalisme : un mec, un vrai, arrivé de la Drôme sur l'eldorado de la plaine de la Crau les talbins dans la main gauche et le flingue dans la main droite. Déjà équipé de circuits pour zapper l'activité économique locale et écouler ses pêches pré-conditionnées dans les étals de la grande distribution. Un dur. Il n'a jamais craint de balancer les pesticides par voie aérienne à la fois sur les arbres et sur les ouvriers en train de récolter, de labourer comme un forcené des bouts de parc naturel qui ne lui appartenaient pas, et de laisser l'ardoise du relogement de ses salariés en carafe à la CAF, avant de foutre en liquidation judiciaire ses quatre sociétés pour aller chercher fortune ailleurs. Les ouvriers, on ne sait trop pourquoi, s'étaient

scandalisé, à force, de faire tous les mois dans les 110 heures sup' non payées ni déclarées, de payer 79€ par mois pour avoir l'honneur de roupiller dans les box d'une écurie en ruine meublée à leurs frais, de devoir traverser sur des planches une mare d'eau croupie pour aller pisser ou se doucher dans 6 algéco (pour 120 personnes), d'acheter leur combinaison de travail et tous leurs outils. Et pourtant... la plupart de ceux qu'on appelait "omis" avant qu'ils soient rebaptisés "anaem" et maintenant "ofii", du nom des organismes en mutation perpétuelle qui leur concoctent ces contrats de merde, sont soumis à des conditions comparables. Le principe : 6 mois de boulot prolongeables, par dérogation, 2 mois, et au-revoir monsieur, si tu as été sage tu pourras revenir l'année prochaine, l'Etat français te remercie pour tes cotises, et ton patron pour sa maison neuve. Plus récemment, une centaine de saisonniers se sont vus régularisés à Marseille après 20 à 30 ans de contrats "saisonniers", et la préfecture à laquelle on avait mis le nez dans son pipi pour ses infractions systématiques au droit et sa tendre mollesse envers les pauvres exploitants agricoles s'est engagée à en régulariser encore 2 ou 300. (Mais le Codetras évalue à près de 4000 le nombre de saisonniers omis dans ce département).

Et ici ? Ici rien. Ici il n'y a pas de Codetras (collectif de défense des travailleurs saisonniers). Ici on en est réduit aux conjectures ou aux déductions, ne serait-ce que pour évaluer le nombre de ces fameux contrats (sans parler des clandestins purs et durs). Ici et là, on lit que dans le Vaucluse, il y en a beaucoup moins que dans les Bouches-du-Rhône. 500 à tout casser. Mais si on se rend sur le site de l'ofii (office français de l'immigration et de la désintégration, pardon, de l'intégration) en Tunisie, on découvre que les saisonniers tunisiens embauchés pour aller suer sur la glèbe française étaient déjà beaucoup plus nombreux en 2008 qu'en 2007 :

+23%, et que 251 d'entre eux sont venus trimer dans notre beau département. Diantre se dit-on, qu'en est-il des marocains, quand on sait que l'immigration saisonnière tunisienne pour l'agriculture est négligeable par rapport à la leur ? On ne le saura pas. On pioche des renseignements ici et là. Environ 800 omis en 2004 sur le Vaucluse, selon l'anaem (cité par bladi.net), et on sait que le chiffre est en gonflement permanent. En ce qui concerne la grève des omis précitée, on trouve sur un blog marocain le commentaire suivant :

“Auteur: zouitina

Date: le 23 juillet 2005 à 17h21

salam,

Et il n'y a pas que les Boûches du Rhône de concernées, la plupart des exploitations agricoles du Vaucluse usent et abusent d'une main d'oeuvre non déclarées, logées dans des conditions déplorables.

On est en plein dedans.

On cache tout le monde dès que l'inspection du travail arrive et on fait du chantage.

Et la nouvelle mode, c'est de mettre en concurrence avec des personnes de l'Europe de l'Est. Tu veux pas dans ses conditions, pas grave lui il voudra.

Une honte dans ces régions où le FN bat son plein.

Ah ce que je suis contente d'apprendre ça”

Pour la petite histoire, sur les 250 grévistes, 4 ont été repris par la suite. Et aujourd'hui, qu'en est-il dans notre beau département ? Il est littéralement impossible de le savoir exactement, mais certains indices se croisent, se recoupent, se renforcent. L'un d'abord : à l'instar de Comte, le capitaine d'industrie agricole drômois qui s'est fait des couilles en or en ravageant la Crau et en massacrant ses ouvriers, le patron à omis est plutôt un entrepreneur qu'un paysan. Le principe

capitaliste consiste à substituer à toute forme d'organisation productive (artisanale, coopérative, familiale) un modèle unique, celui de l'entreprise si possible cotée en Bourse, avec un salariat de préférence écrabouillé et un seul objectif : produire de la thune. Si on jette un œil sur le memento Agreste 2008 de la statistique agricole en PACA, on constate que les deux départements où les formes sociétaires autres que Gaec et EARL sont le plus élevées sont le Vaucluse (15,5%) et les BdR (14,3%). En outre, dans ces deux départements, les EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée) sont étonnamment élevées par rapport aux autres départements (23,6% pour le Vaucluse et 19,2 pour les BdR, le plus élevé ensuite étant les Alpes de Hte provence avec 9,1%). Or si cette forme de société permet de préserver les biens personnels, elle autorise aussi une forme d'actionnariat de non-exploitants. Une simple addition aboutit aux résultats suivants : les sociétés agricoles qui peuvent, par leur statut, se prêter le mieux à une rentabilisation sans états d'âme d'importantes sommes préalablement investies, à savoir les EARL et les autres sociétés exceptés les Gaec, plus spécifiquement adaptés à la fluidité générationnelle de l'activité, sont respectivement de 13% pour les Alpes de Hte Provence, 10% pour les Htes-Alpes, 11% pour les Alpes Maritimes, 33% pour les BdR, 18% pour le Var et 38% pour le Vaucluse. Si on s'intéresse maintenant à l'importance économique des exploitations, comme par hasard, les poids lourds représentent 32% des exploitations dans les BdR et 26% dans le Vaucluse, le Var arrivant ensuite avec 16% de ses exploitations. Vient ensuite un tableau mystérieux parlant des "actifs" où ne figurent que les exploitants, leurs co-exploitants et familles, et les salariés permanents. On serait porté à croire que l'emploi saisonnier est une invention de paranoïaques, si juste en dessous, dans un autre tableau

relatant le volume de travail effectué, n'apparaissait une mystérieuse case intitulée "salariés permanents et saisonniers". Si on prend, allez, au hasard, le cas du Vaucluse, on a 5242 exploitants et co-exploitants, adjoints de 2051 membres de leur famille. Ils sont secondés par 2846 salariés permanents. Les 5242 exploitants et co-exploitants fournissent 4621 UT (unités de travail). Les 2051 membres de la famille, qui semblent se la couler douce, fournissent 1060 UT. En revanche, les 2846 salariés permanents, épaulés par les saisonniers en nombre inconnu surgis du néant, abattent 6276 UT. Dans les BdR, 3151 exploitants et co-exploitants fournissent 2807 UT, les 1860 actifs familiaux se tapent tranquillement 1035 UT, et les 2425 salariés permanents, accompagnés d'une masse indifférenciée d'ouvriers saisonniers, abattent 6197 UT. Alors il paraît que les saisonniers sont environ 4000 dans les BdR, mais qu'ils ne seraient que quelques centaines dans le Vaucluse. On doit les piquer aux amphétamines alors. Ou tout simplement la proportion de clandestins y est beaucoup plus élevée que celle d'omis. Et puis c'est surtout moins grave dans le Vaucluse parce que personne ne s'en soucie. Pas de Codetras. Et pourtant, quand on observe la similarité des chiffres dans les deux départements, on ne peut que subodorer l'énormité à la fois de l'omerta, du lobbying agro-industriel et de la férocité de l'exploitation dans notre département. Pour établir une comparaison, dans les Alpes maritimes, 733 exploitants et co-exploitants fournissent 693 UT, 522 actifs familiaux se tapent 333 UT, et 489 salariés permanents assurent 519 UT.

Et puis il y a le reste. Les serres qui envahissent le paysage et s'intègrent à ce point au décor qu'on ne s'interroge plus sur les dimensions des champs qu'elles recouvrent, sur la signification qu'elles représentent, ni sur ce qu'elles peuvent dissimuler. Des faits divers : une descente de flics sur

dénonciation chez un exploitant de Pernes-les-Fontaines. Les serviteurs de la loi arrêtent et expulsent quelques clandestins, mais ferment les yeux sur les ouvriers qui dorment, en plein hiver, sous un tunnel de plastique. Une journaliste s'émeut, mais davantage sur les conditions effroyables de logement de ces malheureux, dont on ne serait pas étonné qu'ils versent un loyer pour roupiller dans les labours, sous un ciel de plastique, en février, que sur les conditions d'exploitation qui font qu'en dépit de tout, ils ferment leur gueule. Pour finir, elle jettera l'éponge et se rétractera, après nous avoir alertés. Les ouvriers en vélo, quelquefois, au bord des routes. Les chibanis bousillés par des décennies de boulot dans les champs, et qui voient leurs enfants expulsés comme des déchets. Le racisme, omniprésent. La violence. Le silence des institutions. L'indifférence de la population. Et notre impuissance. Que nous n'acceptons pas. Que nous n'accepterons jamais.